

Projet de travaux de sécurisation de la RD 909A
entre les hameaux de Balmettes et de Glière
sur la commune de Talloires-Montmin (Haute-Savoie)

ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE

Décision du Tribunal Administratif de Grenoble n° E21000142 / 38
du 11 août 2021

Arrêté du préfet de Haute-Savoie n° PREF/DCRL/BAFU/2021-0068
du 02 septembre 2021

ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ENQUETE PARCELLAIRE

RAPPORT

Joël Martel
Commissaire enquêteur

SOMMAIRE

1. GENERALITES CONCERNANT L'ENQUETE	3
1.1 PREAMBULE	3
1.2 OBJETS DE L'ENQUETE CONJOINTE	4
<input type="checkbox"/> L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique	4
<input type="checkbox"/> L'enquête parcellaire	4
Elle a pour objet l'identification des propriétaires, titulaires de droits réels et	4
1.3 CADRE JURIDIQUE	4
1.4 NATURE ET CARACTERISTIQUE DU PROJET	5
<input type="checkbox"/> Technique	5
<input type="checkbox"/> Urbanisme	5
<input type="checkbox"/> Environnement	6
<input type="checkbox"/> Foncier	6
<input type="checkbox"/> Coût des travaux	6
2. ORGANISATION ET DEROULEMENT	7
2.1 CONSTITUTION DU DOSSIER	7
<input type="checkbox"/> Dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique	7
<input type="checkbox"/> Dossier d'enquête parcellaire	7
2.2 MESURES DE PUBLICITE	7
2.3 CONSULTATION DU PUBLIC	8
2.4 DEROULEMENT DE L'ENQUETE	8
3. OBSERVATIONS DU PUBLIC	9
3.1 RECENSEMENT	9
3.2 ANALYSE	9

1. GENERALITES CONCERNANT L'ENQUETE

1.1 PREAMBULE

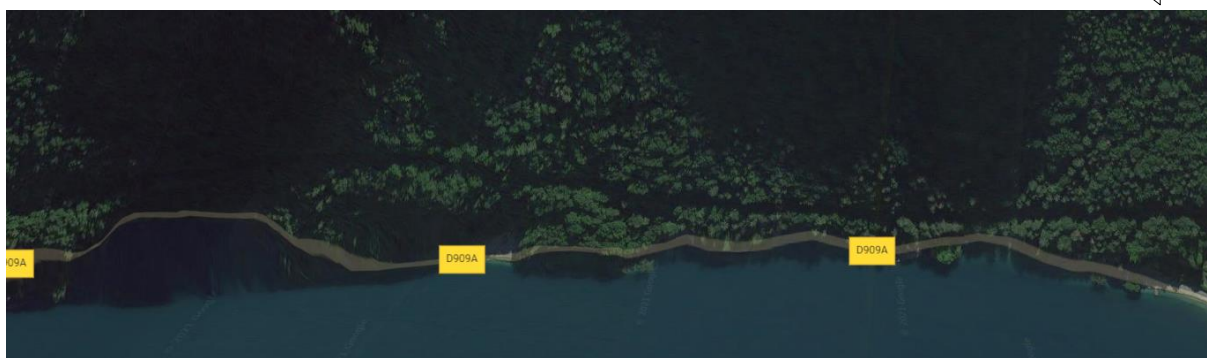
Rattachée à la communauté de communes du Grand Annecy, la commune de Talloires-Montmin est née de la fusion, en 2016, de la commune de Talloires, située sur les rives du lac, et de celle de Montmin, située sur les hauteurs.

Par arrêté préfectoral en date du 30 septembre 2008, les aménagements cyclables sur la rive est du lac d'Annecy, sur le territoire des communes d'Annecy (Annecy-le-Vieux), Veyrier-du-Lac, Menthon-Saint-Bernard, Doussard et Talloires-Montmin (Talloires), ont été déclarés d'utilité publique.



Le projet d'aménagement de la RD 909A, avec création d'une voie verte, a été conçu au début des années 2000.

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) de la commune de Talloires a été arrêté en 2008.



Des chutes de blocs isolés ont nécessité des travaux de sécurisation ponctuels menés dès 2005, ainsi que de nouvelles études initiées en 2016, puis complétées en 2018.

Ces études ont conduit à réévaluer le risque de chutes de blocs et d'éboulements rocheux dans la section située entre les hameaux de Balmettes et de Glière.

En conséquence, dans le cadre de ses responsabilités, le Conseil Départemental envisage des travaux de protection contre les chutes de blocs et d'éboulements, afin de sécuriser les usagers de la RD 909A et le personnel appelé à intervenir sur la voirie, sur une portion de route de 1,2 km.

La réalisation de ces travaux nécessite de s'appuyer à la fois sur des parcelles dont le Département est déjà propriétaire, et sur d'autres appartenant à des particuliers.

1.2 OBJETS DE L'ENQUETE CONJOINTE

Il s'agit d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, relative au projet de travaux de sécurisation de la RD 909A, entre les hameaux de Balmettes et de Glière, sur la commune de Talloires-Montmin.

L'opération pour laquelle la DUP est demandée n'étant pas susceptible d'affecter l'environnement, elle est régie par le Code de l'Expropriation.

- **L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique**

Elle a pour objet l'acquisition de terrains en vue de la réalisation de travaux de sécurisation. A ce stade, il est rappelé que l'appréciation d'utilité publique d'un projet repose principalement sur trois critères :

- l'opportunité du projet : celui-ci doit être justifié ;
- la nécessité de l'expropriation : lorsque le maître d'ouvrage ne dispose pas des terrains nécessaires à la réalisation du projet, et qu'il n'a pas la possibilité d'acquérir ces terrains par entente amiable dans les délais suffisants ;
- le bilan coût / avantage : vérifier qu'il existe un rapport raisonnable et proportionnel entre les moyens employés et le but poursuivi.

- **L'enquête parcellaire**

Elle a pour objet l'identification des propriétaires, titulaires de droits réels et des autres intéressés, et la détermination des parcelles nécessaires pour que la collectivité réalise son projet.

1.3 CADRE JURIDIQUE

- Décision du Tribunal administratif de Grenoble n° E21000142 / 38 du 11 août 2021 désignant Monsieur Joël Martel, en qualité de commissaire enquêteur, pour conduire l'enquête publique ayant pour objet : l'enquête publique préalable à DUP et l'enquête parcellaire dans le cadre de la procédure d'expropriation relative au projet de travaux de sécurisation de la RD 909A entre les hameaux de Balmettes et de Glière sur la commune de Talloires-Montmin ;
- Arrêté n° PREF / DCRL / BAFU / 2021-0068 du 02 septembre 2021, portant ouverture d'une enquête publique conjointe ;
- Délibération du Conseil Départemental (commission permanente) portant approbation des dossiers d'enquête préalable à la DUP et parcellaire conjointe, en date du 30 novembre 2020 ;
- Code de l'expropriation, notamment articles L.110-1, R.112-4 et R.131.3.

1.4 NATURE ET CARACTERISTIQUE DU PROJET

• Technique

L'objectif final du projet est de réaliser les travaux nécessaires à la protection de la route sur une longueur de 1,2 km.

Ces travaux englobent différentes actions à mener en amont de la route :

- purges des blocs instables ;
- minage ;
- confortement des masses potentiellement instables (principalement ancrage par structures métalliques) ;
- déviation des trajectoires prévisibles de blocs ;
- pose d'un écran de filets pare-blocs.

On notera que la solution d'un écran de filets pare-blocs a été préférée à celle qui aurait reposé sur des merlons de protection, principalement en raison :

- d'une empreinte au sol moindre ;
- d'une moindre nécessité de déboisement ;
- d'une meilleure intégration paysagère.

La simplicité de la solution retenue a pour corollaire la nécessité de mener des actions régulières de purges et de surveillance.

• Urbanisme

L'emprise du projet se trouve en zone N*, (secteur de gestion des milieux naturels et forestiers) répertoriée dans le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Talloires-Montmin, approuvé en 2018.

Il est spécifié dans le règlement écrit de ce PLU que, dans les secteurs N*, les travaux, constructions et installations diverses sont autorisés à condition :

- qu'ils soient nécessaires à la prévention contre les risques naturels et au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que les infrastructures routières d'intérêt public ;
- de prendre en compte toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site.

Ainsi, par son objet même, parce que les emprises n'ont pas d'usage agricole, et parce que la solution retenue est celle qui permet la meilleure intégration paysagère, ce projet est cohérent avec le PLU en vigueur sur la commune de Talloires-Montmin.

D'autre part, l'emprise du projet concerne la bande des 100m du littoral du lac d'Annecy. Mais, comme indiqué dans l'article 121-6 du Code de l'Urbanisme, l'inconstructibilité dans cette zone, hors espaces urbanisés, ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. Ainsi le projet est cohérent avec le Code de l'Urbanisme et en particulier les dispositions de la « loi littoral ».

• Environnement

Outre les avantages de la solution filets pare-blocs cités plus haut (moindre trace au sol et moindre impact paysager), il est mentionné dans le dossier que c'est la solution qui détériore le moins les sols (pas de travaux de terrassement importants) et qui ménage pour la faune des points de passage entre les différentes parties de filets.

Il est par ailleurs mentionné que les arbres seront d'autant plus préservés qu'ils participent au freinage des potentielles chutes de blocs.

Enfin, le périmètre du projet se situe à l'extérieur des sites Natura 2000 « massif de la Tournette » dont l'extrémité est positionnée en amont, et « cluse du lac d'Annecy » en bout du lac.



• Foncier

L'emprise du projet (zone DUP en jaune) se caractérise par :

- un morcellement important des parcelles concernées ;
- les formes particulières de ces parcelles, dont la plupart sont de faibles largeurs, et s'étendent en longueur avec un fort étagement dans la pente ;



- le nombre de comptes de propriétés : une cinquantaine environ ;
- le nombre important de biens non délimités.

Globalement, le Département s'étant déjà porté acquéreur d'une quinzaine de parcelles, le total des emprises à acquérir est de l'ordre de 10 ha.

• Coût des travaux

La délibération du Conseil Départemental en date du 30 novembre 2020 (rapportée en pièce n° 7 du dossier de présentation) porte sur des travaux dont le coût estimatif s'élève à 2 081 000 € HT, dont 72 000 € d'acquisitions foncières.

Or, la pièce spécifique du dossier d'enquête DUP (n°6) relative à l'estimation sommaire des dépenses n'est pas totalement cohérente avec le coût indiqué ci-dessus. Il y est en effet indiqué que les travaux comprennent :

- la protection pare-blocs : 2 081 000 € HT, soit 2 497 200 € TTC ;
- les acquisitions foncières : 72 000 € ;
- soit un coût total de 2 569 200 € TTC.

2. ORGANISATION ET DEROULEMENT

2.1 CONSTITUTION DU DOSSIER

Deux dossiers ont été mis à la disposition du public.

- **Dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique**
 1. Note explicative
 2. Plan de situation
 3. Plan général des travaux
 4. Périmètre de la DUP
 5. Plan des ouvrages
 6. Estimation des dépenses
 7. Délibération de la commission permanente du Conseil départemental
- **Dossier d'enquête parcellaire**
 1. Plan parcellaire
 2. Etat parcellaire

2.2 MESURES DE PUBLICITE

Lors des permanences que j'ai tenues en mairie de Talloires, ainsi que lors de ma visite sur le terrain, mais aussi lors de chacun de mes déplacements personnels sur la RD 909A, j'ai pu observer que l'affichage avait été correctement réalisé, conformément au Code de l'expropriation et aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Cet avis d'ouverture d'enquête a en outre été inséré dans la rubrique des annonces légales des journaux « Le Dauphiné Libéré » et « L'Eco des Pays de Savoie » aux dates ci-après :

- Le Dauphiné Libéré : les 08 et 29 octobre 2021 ;
- L'Eco des Pays de Savoie les 04 et 25 octobre 2021.

2.3 CONSULTATION DU PUBLIC

L'enquête publique s'est déroulée en mairie de Talloires, du lundi 25 octobre 2021 au jeudi 25 novembre 2021, soit pendant 32 jours consécutifs.

Durant cette période, le public a pu prendre connaissance du dossier et formuler ses remarques sur le registre déposé en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture de celle-ci.

Le dossier a également été disponible pendant toute la durée de l'enquête :

- sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie : www.haute-savoie.gouv.fr ;
- sur le site de la commune : www.talloires-montmin.fr.

Le public pouvait adresser ses observations à l'adresse électronique dédiée à l'enquête : enqueteprealableduprd909@talloires-montmin.fr.

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences en mairie de Talloires, selon le calendrier prévu :

- lundi 25 octobre 2021, de 9h à 12h ;
- mercredi 10 novembre 2021, de 9h à 12h ;
- jeudi 25 novembre 2021, de 14h à 17h.

2.4 DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Dès ma désignation, le 12 août 2021, j'ai pris contact avec les services de la préfecture, (Monsieur Vignoud, Madame Naton, DRCL/BAFU) afin de prendre connaissance du dossier et déterminer préalablement les conditions des permanences.

Le 17 août, j'ai pris contact avec Monsieur Mugnier, du Conseil Départemental.

Le 24 août 2021, j'ai rencontré Monsieur Mugnier, du Conseil Départemental, ainsi que Monsieur Tournay (société Teractem, agissant pour le Conseil Départemental).

Lors de cette réunion, ont pu notamment être abordés: le contexte historique du dossier, les aspects techniques, les procédures liées aux démarches entreprises auprès des propriétaires concernés.

Les aspects pratiques liés à l'organisation de l'enquête, l'accueil du public ainsi que les modalités de consultation du dossier et de recueil des observations ont été traités avec les services de la mairie de Talloires.

Je me suis rendu, le 18 octobre 2021, en mairie de Talloires afin de vérifier et parapher le dossier laissé à la disposition du public.

L'enquête s'est déroulée sans incident.

A l'expiration du délai d'enquête, le 25 novembre 2021, le registre a été clos par Monsieur le maire de Talloires, conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral.

J'ai récupéré ce registre le lendemain vendredi 26 novembre 2021.

J'estime que l'ensemble des règles prévues par les textes relatifs à l'enquête publique, et visées par l'arrêté préfectoral, a été respecté.

Lors d'une réunion organisée le jeudi 02 décembre 2021 au Conseil Départemental et en présence de Monsieur Tardy, vice-président, j'ai présenté une synthèse de l'enquête, afin de recueillir des éléments propres à alimenter mes conclusions.

3. OBSERVATIONS DU PUBLIC

3.1 RECENSEMENT

Le public reçu lors des permanences n'a émis aucune observation relative à l'utilité du projet. Les quatre observations écrites sur registre papier concernent l'enquête parcellaire ; étant donné leur nombre limité, elles sont reprises ci-après.

Les cinq observations orales sont le fait d'un public venu se renseigner, entre autres, sur la procédure de l'enquête elle-même ou sur la nature des travaux prévus.

L'observation reçue par courrier électronique n'est en fait que la réponse au questionnaire de la société Teractem, envoyée par confusion au commissaire enquêteur, et donc retransmise par ce dernier à l'interlocuteur ad hoc.

Outre les demandes de renseignement sur le dossier proprement dit, les observations orales du public ont parfois montré :

- *une confusion avec la précédente procédure menée en 2018 ;*
- *une confusion avec le travail conduit par la société Teractem par le biais du questionnaire envoyé à tous les copropriétaires.*

3.2 ANALYSE

Monsieur Alain Chevrier indique qu'après un premier courrier de la société Teractem et une proposition de rachat des parcelles F573, F577 et de la moitié de la parcelle F607, il a fait valoir que cette parcelle F607 devenait enclavée et qu'il convenait de l'acheter en entier ainsi que la parcelle 595, ce qui a été reconnu et accepté par mail du 10 décembre 2020.

Il indique ne plus être en mesure, suite aux travaux, d'accéder à la parcelle **F636** qui n'est pas dans le projet, alors que quelques places de parking se trouvaient le long de la route et qu'il accédait à la parcelle F636 par la parcelle F699. Il note qu'il y a maintenant un mur de soutènement de 5mètres de haut, qui contribue à ce que la F636 soit enclavée.

Il souhaite donc une solution de désenclavement ou le rachat de cette parcelle.

Commentaire du commissaire enquêteur

S'agissant d'une parcelle située entièrement hors projet, la question soulevée par le requérant doit être instruite parallèlement à l'enquête et directement par le Conseil Départemental.

Madame Nicole Martinez, née Carrier, propriétaire de la parcelle **F544**, déclarant s'exprimer au nom de tous les copropriétaires par héritage, demande que cette parcelle soit accessible par un chemin carrossable donc supportant un véhicule ; elle indique que, sans cet accès carrossable, ce terrain restant ne sert à rien pour les propriétaires.

Elle aimerait que soit garantie la non responsabilité des propriétaires de terrains si par malheur un affaissement se produisait consécutivement aux travaux.

Commentaire du commissaire enquêteur

Les solutions techniques retenues dans le projet n'obèrent pas les accès piétonniers aux parcelles ou aux parties de celles-ci qui demeureront la propriété de particuliers. Le souhait de pouvoir disposer à l'avenir d'un accès carrossable me semble excessif tant vis-à-vis du

projet lui-même que de la configuration du terrain, mais aussi de l'absence actuelle d'un tel accès carrossable.

Déposant une autre observation, **Madame Nicole Martinez** en accord avec ses frères et sœurs demande que, si les demandes ci-dessus ne peuvent pas être satisfaites, la totalité de la parcelle soit rachetée par le département comme cela avait déjà été suggéré dans un premier courrier de Teractem.

Commentaire du commissaire enquêteur

Ce type de demande peut être étudié avec intérêt : certes, le coût financier de l'acquisition par le Département se trouverait augmenté, mais les procédures pourraient, elles, se simplifier par le non découpage de la parcelle.

En outre, une telle solution viendrait clore, pour les propriétaires d'un tel bien non délimité, des dossiers de succession de plus en plus délicats.

Madame Michèle Biguet-Petit-Jean est la propriétaire de la parcelle **F693** que le département souhaite acquérir pour y installer des filets pare-blocs pour sécuriser la zone. Elle ne souhaite pas vendre son terrain, mais propose de signer devant notaire un document autorisant le département à utiliser sa parcelle pour la pose et ensuite l'entretien des filets.

Commentaire du commissaire enquêteur

Etant donné l'objectif sécuritaire du projet, cette requête me semble aller à l'encontre de son esprit, dans la mesure où le Département souhaite logiquement assumer la responsabilité de la sécurisation de la route dont il a la charge en se portant acquéreur des emprises nécessaires.

En conclusion, on peut dire que cette enquête publique conjointe s'est déroulée dans de bonnes conditions et qu'elle n'a pas posé de problème majeur.

Mon avis personnel et motivé sur le caractère ou non d'utilité publique du projet présenté, ainsi que sur le parcellaire nécessaire à la réalisation de ce projet, fait l'objet de deux documents séparés (conclusions motivées) regroupées avec le présent rapport.

Conformément aux termes de l'arrêté prescrivant cette enquête, ce rapport est transmis à la préfecture de Haute-Savoie, à la mairie de Talloires-Montmin, ainsi qu'au Tribunal administratif de Grenoble.

Annecy, le 18 décembre 2021

Le commissaire enquêteur

Joël Martel